

---

## CONCILIER LA NATION ET L'EUROPE POUR UNE NOUVELLE SOLIDARITÉ EUROPÉENNE

---

### I. LE RETOUR DE L'ÉTAT-NATION

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le concept de Nation fait débat. Nombreux étaient ceux qui pensaient, pour de bonnes et de mauvaises raisons, que la Nation, ce groupement humain constitué par l'Histoire et cristallisé au cours des derniers siècles dans des États-Nations, était devenue inadaptée. Face aux phénomènes de mondialisation, de libéralisation et de numérisation, il semblait alors que les vieilles structures de l'État étaient devenues inefficaces, et son inspiration humaine, la Nation, désuète.



En un mot, l'État-Nation serait devenu un vestige d'une époque révolue et devait céder la place à d'autres structures, plus aptes à se mouvoir dans la modernité. Les entreprises, les organisations non gouvernementales, les communautés locales, ou les communautés spontanées (notamment autour des réseaux sociaux) devenaient, dans l'esprit de certains, les nouveaux cadres qui devaient structurer la société du XXI<sup>ème</sup> siècle. La construction européenne elle-même s'est inscrite dans cette dynamique, et nombre de ses fondateurs espéraient l'avènement prochain d'une véritable communauté post-nationale.

Toutefois, depuis plusieurs années, avec la multiplication des crises (économique, sociale, migratoire et maintenant sanitaire), l'État et la Nation sont revenus sur le devant de la scène comme des structures indispensables à la protection réelle des citoyens Français et Européens.

La pandémie que nous subissons depuis près de deux ans l'a bien démontré : dès le début, il est devenu clair que les masques, les respirateurs ou les places en réanimation ne seraient peut-être pas disponibles pour tous, et qu'il était indispensable d'assurer le pilotage de leur répartition géographique et humaine. Et qui d'autre que l'État pour assurer ce travail indispensable ? Si elles ont pu aider, les entreprises, les organisations internationales et l'Union Européenne ne seraient jamais parvenues, sans les États, à assurer cette organisation.

Sur de nombreux autres sujets liés à la protection des individus, une prise de conscience de l'utilité de l'État semble se répandre un peu partout dans la société. En effet, comment protéger les citoyens du cyber piratage, du pillage des données privées, de la captation de clientèle, et d'autres menées destructrices, contre des organismes qui agissent depuis l'extérieur, qui n'ont pas de visage, n'obéissent à aucune loi et ne paient aucun impôt ? Pour y parvenir, il faut à l'évidence une organisation qui exprime une forte cohésion, qui présente un front uni, et qui soit capable, à la fois d'assurer leur défense et de riposter aux agressions.

Par ailleurs, il apparaît de plus en plus évident pour l'opinion publique que le modèle économique doit désormais se métamorphoser pour prendre en compte le renouvellement des ressources naturelles, à commencer par le maintien des grands équilibres climatiques. Or, pour gérer la transition de l'actuel modèle productiviste vers le modèle souhaité, il faudra une organisation forte, capable de répartir les concessions, de renforcer les interdits, de promouvoir les nouveaux comportements et produits, de façon ordonnée et équitable.

Ce que nous a appris la crise sanitaire, c'est que la mondialisation heureuse est un mythe pour ceux qui ont bien voulu y croire. La réalité, c'est que le monde est dangereux et dominé par des États-continentes, des firmes multinationales, et des organisations criminelles puissantes. A cet instant de l'Histoire, la cohésion est plus que jamais nécessaire pour y faire face, et ce n'est donc pas le moment de laisser des replis communautaires et des idéologies post-nationales disloquer l'État et la Nation.

Une Nation, c'est une société d'hommes unis par leur histoire, qui s'inscrivent dans un espace de solidarité, qui sont d'accord sur les valeurs qui les unissent, et qui acceptent de vivre selon des règles communes. L'État est l'instrument d'action que s'est donnée la Nation pour être capable de protéger les acquis et d'anticiper les évolutions de la société.

## II. ET L'EUROPE DANS TOUT ÇA ?

Dans le rapport de force qui prédomine toujours davantage dans les relations internationales, **la souveraineté des puissances moyennes de notre continent se voit assurément renforcée en s'inscrivant dans un ensemble plus large et plus fort : celui de l'Europe.** Mais dans une approche Gaullienne que nous partageons, cette souveraineté renforcée doit reposer précisément sur la notion réaffirmée des « États-Nations ».

Il est indéniable que l'Europe serait probablement mieux à même de réaliser ce programme que chacun des États membres isolément, et de fédérer les nations d'Europe en un seul ensemble, à savoir une communauté organisée d'hommes voulant partager leur destin aujourd'hui et demain, et bien déterminés à défendre leurs valeurs et leurs intérêts contre des menées opposées.

Mais la question que nous voulons poser à travers cette première note sur le sujet, est de savoir si l'Union Européenne, telle qu'elle existe actuellement, veut et est en mesure d'assumer ce rôle ? L'histoire nous permet d'en douter : il existe de nombreux exemples dans lesquels l'UE et ses États membres se sont illustrés par leur absence totale de volonté de s'affirmer sur la scène politique internationale, et de prendre à bras le corps, de manière solidaire, des enjeux stratégiques, comme la Défense (absence de consensus sur la réalisation des opérations extérieures de prévention du terrorisme), la Sécurité (absence de solutions communes en matière migratoire), ou la Fiscalité (absence de régulation d'une concurrence fiscale déloyale).

Si l'Union européenne semble vouloir se cantonner à un rôle de régulateur économique et juridique, la crise sanitaire a toutefois ravivé le besoin de revitaliser l'Europe et d'en modifier les fondements pour la rendre capable de protéger les intérêts sur le long terme des Européens. En bref, l'idée d'une Europe-puissance refait son chemin. Il était temps.

Et le gain en termes de puissance passera nécessairement par un gain en termes de solidarité européenne et donc un élargissement de son périmètre à des domaines sur lesquels les États membres refusaient jusqu'à maintenant de s'entendre.

Mais nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. D'un côté, la situation commande de s'en remettre de plus en plus à un ensemble de souveraineté plus large pour être beaucoup plus fort dans un monde toujours plus dangereux et hors de contrôle. De l'autre, le « toujours plus de solidarité » qui a gouverné les avancées européennes semble avoir trouvé ses limites, faute d'en reconnaître les bienfaits. Il devient donc impérieux de repenser les rôles et les missions de chacun, États-Nations et Union Européenne, autour d'un objectif : la protection réelle des Européens, de leurs intérêts, dans une société où les menaces et les risques se multiplient, transcendent les frontières nationales, et mettent en péril le modèle politique, économique et social européen.

À partir de ce constat, les avis divergent sur la marche à suivre pour poursuivre la construction européenne.

Pour certains, il n'est pas possible d'aller plus loin sans consolider d'abord l'existant. De fait, l'Histoire récente a montré combien la pratique permettait d'améliorer le fonctionnement actuel des institutions européennes, voire, si l'urgence de la situation l'exigeait, de faire un bond dans leur crédibilité et, partant, dans l'idée d'Europe elle-même.

Le meilleur exemple est certainement celui du domaine des finances où l'on est passé en 10 ans à peine et deux crises majeures successives, d'une monnaie commune à des *finances communautarisées*. Comme le décrit Christine Lagarde, ces changements ont été opérés « à coup de réglementation, d'engagements politiques et d'harmonisation des politiques publiques ». Et de se féliciter de voir ainsi la popularité de l'Euro passée en 10 ans, de 66 à 80 % de soutien de la part des citoyens européens !

Pour d'autres, il est temps de relancer la machine à solidarités. Les problèmes de l'Union Européenne proviennent surtout des questions de souveraineté : souveraineté des frontières pour les Britanniques du Brexit et les Hongrois de Viktor Orban ; souveraineté énergétique pour les Français (soutenus par 9 autres États) face aux écologistes Allemands anti-nucléaires primaires ; souveraineté de la fiscalité pour l'Irlande, le Luxembourg, Chypre, etc.

Remarquons ainsi qu'au début de la crise de la dette souveraine de la Grèce, les Allemands ont d'abord été très réticents à « jouer la solidarité », avant d'accepter finalement de le faire pour la survie de l'Euro. Ainsi, la simple mise en commun d'un outil (la monnaie commune) a-t-elle placé les pays signataires en face d'une *obligation* de solidarité. Les tenants de cette méthode d'action préconisent donc de refonder la solidarité à l'aide d'une feuille de route pour les 5 à 10 ans à venir, sorte de vision à moyen-long terme s'imposant aux États membres. C'est ce que tente de faire la Commission présidée par Ursula von der Leyen avec le plan de relance européen baptisé « Next Generation EU », toujours avec l'idée d'une action coercitive (cette fois-ci principalement dans le domaine environnemental) qui *oblige* à la solidarité.

Pour d'autres, enfin, la méthode des solidarités forcées a montré ses limites car le citoyen européen perçoit de plus en plus la Commission comme une machine à contraintes, à règlements, à normalisations, sans être convaincu que c'est dans son intérêt qu'elle déploie son activité. Au demeurant, les décisions de Bruxelles sont d'autant plus mal admises que l'idéologie libérale qui hante ses couloirs, donne à penser qu'elle défend mal les intérêts européens, et qu'elle les sacrifie inconsidérément sur l'autel du « dieu concurrence ». La faillite avant maturité de l'industrie européenne du photovoltaïque est un exemple très symbolique de ce comportement dommageable.

Dès lors, il est préconisé de s'orienter plutôt vers la mise en commun de sujets pour lesquels un pouvoir européen unifié serait capable d'aboutir à des avancées spectaculaires, c'est-à-dire directement perceptibles pour le citoyen, quitte à mettre la pédale douce sur la bonne marche interne du marché commun proprement dit, et sur ses bienfaits attendus pour la croissance économique. En tout état de cause, de telles avancées sur des sujets qui relèvent du régalien pour répondre aux besoins et attentes des citoyens, nécessiteront d'être portées et défendues par un pouvoir européen unifié capable de peser dans les rapports de force, vis-à-vis des « adversaires » politiques, économiques et commerciaux des Européens.

### **III. QUELLES PERSPECTIVES POUR AVANCER ?**

Les citoyens de l'Europe ne veulent manifestement ni du dumping social favorisé par une trop libre circulation des travailleurs (le « plombier Polonais »), ni du dumping écologique introduit par des traités de libre échange hasardeux (Canada, Mercosur, USA), ni du dumping culturel qui apparaît avec l'accélération du numérique et la prolifération des écrans.

Devant l'évolution d'un monde devenu multipolaire et d'autant plus incertain, ils éprouvent un besoin croissant de sécurité globale. Ils veulent qu'on les protège des virus et du terrorisme, que soient contrôlés, voire jugulés, les flux d'immigration sauvage, qu'existe une certaine sécurité d'approvisionnements, en particulier en énergie.

Or, la sensibilité sur ces sujets peut-être très variable, même entre pays voisins :

- En tête des pays de l'UE engagés dans des opérations de maintien de la paix et de lutte avancée contre le terrorisme au Moyen-Orient et au Sahel, la France est souvent soupçonnée par les autres pays européens de vouloir les entraîner dans des conflits ou prédominer ses propres intérêts stratégiques.

- Les réticences de la Hongrie, voire de la Pologne, concernant l'immigration sont sans doute à relier avec leur histoire où ils ont vu leurs frontières balayées ou lourdement amputées. Tandis que les pays de l'ouest-européen ont une tradition d'immigration liée à leur histoire coloniale.
- La France a tout misé sur l'électricité nucléaire pour assurer son indépendance énergétique, tandis que le rejet de cette énergie par l'Allemagne est la conséquence possible d'un amalgame traumatisant avec l'emploi de la bombe atomique.

Pour autant, est-ce le rôle du pouvoir européen de chercher à réduire ces fractures ? N'est-il pas plus raisonnable de sa part, de postuler que le temps fera son œuvre, et de s'en tenir à une politique favorisant une certaine convergence ?

Lorsque les divergences apparaissent inconciliables, mieux vaut essayer de les dépasser en recherchant l'intérêt commun supérieur entre Européens, ce qui implique de placer la réflexion au bon niveau. Dans cette optique, les domaines suivants devraient faire l'objet d'une véritable analyse stratégique partagée entre les pays membres de l'Union Européenne :

- La sécurité, qu'elle soit sanitaire, énergétique, ou face au risque terroriste.
- Les relations Europe-Afrique et Europe-Moyen Orient.
- L'autonomie industrielle de l'Europe vis-à-vis de l'Asie.
- La souveraineté technologique et numérique vis-à-vis des États-Unis.

**L'objectif serait ainsi de dégager sur chacun de ces sujets une vision à long terme de l'UE pour que ses états membres puissent se l'approprier.** Ces visions engloberaient nécessairement des « questions qui fâchent », sans être assorties pour autant d'objectifs contraignants pour chaque État.

Par exemple, replacées dans le contexte d'une vision de l'Afrique *Grand voisin méridional de l'Europe*, les questions migratoires ou d'opérations extérieures trouveraient un cadre auquel se référer. Il deviendrait alors possible de respecter le choix d'un pays de ne pas accueillir d'immigrés, ou d'en accueillir peu, s'il contribuait davantage au financement du développement ou au maintien de la paix dans les pays d'origine.

Il en va de même pour l'énergie où, par exemple, une vision commune du réseau européen d'interconnexion et de ses interdépendances, fournirait une référence aux pays pour adapter leurs moyens d'acheminement et de stockage de l'électricité, sans que soit remis en cause pour autant leurs choix concernant les moyens de production.

Dans le domaine industriel ou technologique, une vision européenne ne serait pas destinée à contraindre les pays dans le développement ou l'abandon de certaines voies, mais seulement à promouvoir la définition cohérente d'axes prioritaires communs approuvés par tous, sans aller jusqu'à l'adoption d'une véritable politique commune.

**En définitive, l'idée directrice de cette démarche est que les pays de l'Union Européenne doivent pouvoir conserver et même reprendre un peu de leur nécessaire liberté, à condition que leurs décisions s'inscrivent dans la vision stratégique de l'Union Européenne sur le sujet.**

Ne s'agit-il pas là tout simplement de subsidiarité ?

\*\*\*

## CONCLUSION

La solidarité entre les pays européens n'est pas naturelle, et ce qui a pu être obtenu à ce jour est dû à un leadership partagé entre quelques grands hommes d'État, principalement en Allemagne et en France, comme l'ultime cicatrisation d'un siècle de blessures guerrières.

L'Union Européenne butte actuellement sur les postures politiques des dirigeants des Nations qui la constituent. Pour sa part, le citoyen, conscient du rôle incontournable pris par cette entité supranationale, vit dans la crainte permanente de l'effet de ses nouvelles décisions dans sa vie quotidienne. Pourtant, le même citoyen attend d'un gouvernement de l'Europe qu'il le défende dans la compétition mondiale et le protège de l'instabilité des pays voisins, des crises sanitaires, et des soubresauts du climat.

**Comme le font couramment d'autres grandes puissances, l'Union Européenne doit se polariser sur ses intérêts propres dans le concert mondial, qu'il s'agisse de la crise du monde Islamique, de la mondialisation de l'économie, de la compétition technologique, ou du retard de développement de l'Afrique.**

Il s'agit donc de **construire sans plus tarder, une véritable posture stratégique de l'UE, condition d'un leadership rassurant face aux autres grandes puissances ou grands ensembles de populations.** Pour adhérer à sa construction, le citoyen attend de « son Europe » qu'elle consacre son énergie à soutenir des bras de fer légitimes avec ses partenaires/adversaires mondiaux, plutôt qu'à chercher à mettre au pas chaque pays, voire même chaque citoyen, au nom d'un idéal de civilisation qu'il ne lui revient pas de définir à la place des nations qui la constituent.

Pour peu que soit reconnue l'importance indépassable du rôle de celles-ci, une démarche de recherche de convergence des intérêts stratégiques ne relève pas d'un abandon foncier de souveraineté de la part de chaque Nation, mais plutôt du gain d'un supplément de souveraineté établi en commun avec les autres Nations européennes. En somme, cela revient à promouvoir une nouvelle forme de solidarité, plus rationnelle, plus efficace et plus légitime.

Directeur de la publication : Alexandre Malafaye  
Comité éditorial : Jean-Claude Mailly, Jean-Marc Schaub, Joséphine Staron  
Contributeurs : Xavier Dupont, Xavier Marchal, Patrice Molle, Jean-Philippe Wirth  
et les membres du groupe de réflexion Synopia sur la Nation et l'Europe.